

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique de l'Ouest (hors Nigéria-Ghana)

N°597 – 12 septembre 2025

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL D'ABIDJAN

Régional

UEMOA : bonne évolution de l'activité économique en juillet 2025

Selon le dernier [bulletin mensuel des statistiques de la BCEAO](#), les principaux indicateurs d'activité de l'UEMOA ont évolué à la hausse en juillet dernier. L'indice de la production industrielle a progressé de 11,9 % en glissement annuel (g.a.) et celui des services financiers de 15,2 %, tandis que les indices du chiffre d'affaires dans le commerce et les services marchands ont augmenté respectivement de 3,4 % et 10,9 % en g.a. L'indicateur moyen du climat des affaires est ressorti à 101,2 ; au-dessus de sa tendance de longue période (100), mais en légère baisse de 0,1 point en g.a. imputable principalement aux scores du Burkina (-1,3), de la Guinée-Bissau (-1,2) et du Mali (-1,1). Seuls la Côte d'Ivoire (+0,4), le Sénégal (+0,7) et le Niger (+0,9) ont vu leurs scores augmentés. Enfin, le taux d'inflation en g.a au sein de l'UEMOA demeure en zone négative en juillet 2025, à -0,9 %. Cette déflation est portée par la baisse des prix des produits alimentaires et boissons non-alcoolisées, du logement, de l'ameublement, de la santé, des transports, des loisirs et culture, de restaurants et hôtels et des assurances.

Bénin

Baisse des échanges commerciaux au 2^e trimestre

Selon [le bulletin trimestriel des statistiques du commerce extérieur](#) publié le 4 septembre

Le chiffre à retenir

34,5 M

Nouvelle projection du nombre de barils qui serait produit à partir du champ pétrolier Sangomar en 2025 au Sénégal

2025 par l'Institut National de la statistique et de la démographie (INStaD) du Bénin, les exportations de biens se sont établis à 118,3 Md FCFA (180,4 M EUR) au 2^e trimestre 2025, soit un recul de 20,2 % par rapport au 1^{er} trimestre et de 44 % en glissement annuel (g.a.). Les principaux produits exportés sont le coton non cardé ni peigné (43,9 % des exportations) et les tourteaux (13,3 %). La baisse des exportations est imputable principalement au coton non cardé ni peigné, car selon les services statistiques de l'INStaD une partie de la production est désormais transformée par les entreprises de la GDIZ. Se situant 488,9 Md FCFA (745,3 M EUR), les importations ont également diminué de 30,8 % en glissement trimestriel, mais ont légèrement progressé en g.a (+0,4 %). Les principaux produits importés sont le riz (19,2 % des importations) et les huiles de pétrole (10,6 %). Concernant les partenaires commerciaux, la France conserve la 3^{ème} place parmi les fournisseurs du Bénin, représentant 8,6 % des importations, après l'Inde (22,2 %) et la Chine (16,1 %). Du côté des exportations, la France se positionne comme le 4^e client du Bénin, représentant 5,4 % des exportations, devancée par le Bangladesh (42,8 %), l'Inde (7,5 %) et les Etats-Unis (6,3 %). A noter que la France ne figurait pas parmi les 10 premiers clients au 2^e trimestre 2024 ni au 1^{er} trimestre 2025.



Burkina Faso

Mine de Kiaka : les autorités veulent porter leur participation à 50 %

Le gouvernement burkinabé envisage d'acquérir 35 % de parts supplémentaires dans la mine d'or de Kiaka, portant sa participation à 50 %. [L'annonce](#) a été faite le 28 août 2025 par West African Resources, propriétaire australien du projet, qui a suspendu temporairement la cotation de son titre sur le marché boursier australien à Sydney. Selon le code minier 2024, l'État bénéficie de 15 % des parts à titre gratuit et peut acquérir au moins 30 % de parts à titre onéreux. Entrée en production fin juin 2025 et un investissement estimé à 447 M USD, la mine de Kiaka pourrait produire en moyenne 6,6 tonnes d'or (pour une valorisation d'environ 800 M USD si on considère les cours actuel) par an.

Le Projet de LFR 2025 transmis à l'ALT

Le 4 septembre 2025, le Conseil des ministres [a transmis](#) à l'Assemblée législative de Transition (ALT) un projet de Loi de finances rectificative (LFR) pour l'exercice 2025. Le projet de budget révisé prévoit des ressources totales de 3 299,8 Md FCFA (5 Md EUR), en hausse par rapport aux 3 149,8 Md FCFA (4,8 Md EUR) de la loi initiale. Les charges sont également revues à la hausse, à 3 762,3 Md FCFA (5,7 Md EUR) contre 3 612,3 Md FCFA (5,5 Md EUR) auparavant. Le besoin de financement demeure inchangé, à 462,5 Md FCFA (710 M EUR).

Côte d'Ivoire

Signature d'un Pacte régional pour l'énergie entre les États-Unis et la Côte d'Ivoire

Le 10 septembre 2025, les États-Unis, par l'intermédiaire de la Millennium Challenge Corporation (MCC), ont [signé](#) avec la Côte d'Ivoire un Pacte régional pour l'Énergie (Côte

d'Ivoire Regional Energy Compact agreement). Ce dernier vise à renforcer le secteur de l'énergie en Côte d'Ivoire et à renforcer l'intégration énergétique régionale en Afrique de l'Ouest. Ce nouveau pacte régional fait suite à un premier conclu en 2017 achevé en août 2025 d'un montant de 500 M USD fléché vers les secteurs de l'éducation et du transport. Il entend, quant à lui, faciliter l'accès à une électricité fiable afin de la rendre plus abordable, améliorer l'attractivité des investissements privés et promouvoir le commerce transfrontalier, tout en créant de nouvelles opportunités pour les entreprises américaines et la création d'emploi aux États-Unis.

Publication de la 15^e édition du rapport de la Banque Mondiale sur la situation économique ivoirienne

La Côte d'Ivoire affiche une croissance solide de 6 % en 2024, au-dessus des moyennes mondiale (2,8 %) et régionale (3,2 %), selon le dernier [rapport de la situation économique en Côte d'Ivoire](#) de la Banque mondiale. Avec une inflation maîtrisée à 3,5 %, la Côte d'Ivoire réduit son déficit budgétaire à 4 % du PIB et maintient une dette publique soutenable autour de 60 %. Malgré la baisse du taux de pauvreté à 36,5 %, l'objectif de 20 % d'ici 2030 exige une croissance plus inclusive. Le rapport souligne les progrès dans la mobilisation des recettes fiscales, avec un ratio recettes/PIB passé de 11,9 % en 2019 à 14 % en 2024, mais encore loin de la cible de 20 % fixée par l'UEMOA. Porter ce ratio au-delà de 15 % pourrait ajouter 1 à 2 points de croissance annuelle et financer des investissements critiques dans l'éducation, la santé, les infrastructures et les programmes sociaux. Les perspectives demeurent favorables, avec une croissance attendue à 6,2 % en 2025, et 6,4 % en moyenne jusqu'en 2027, portée par les secteurs des hydrocarbures, des services et de l'investissement privé.



Hausse du chiffre d'affaires dans l'industrie au 1^{er} semestre 2025

Selon l'Agence nationale de la statistique (Anstat), le chiffre d'affaires du secteur industriel de la Côte d'Ivoire [a progressé](#) de 23,6 % en glissement annuel (g.a.) au 1^{er} semestre 2025. Les industries extractives (+46,1 % en g.a.) constituent le principal moteur de cette croissance avec une contribution de 13,6 points de pourcentage (pp), largement attribuable à l'extraction d'hydrocarbures et de minerais métalliques. Cette performance est également portée par les industries manufacturières (+15,6 % en g.a.), énergétiques (+3,9 % en g.a.) et environnementales (+3,2 % en g.a.), avec des contributions respectives de 9,84 points, 0,27 point et 0,01 point.

Guinée

Premier data center national et lancement du domaine ".GN"

Le 4 septembre 2025, les autorités de la Transition [ont inauguré](#) le premier data center national et opérationnalisé le domaine Internet ".GN". L'infrastructure, annoncée de niveau Tier III par le Ministère des Postes, des Télécommunications et de l'Economie Numérique, permettra le rapatriement des données publiques jusque-là hébergées à l'étranger et devrait générer des économies estimées à près de 5 M USD par an. Ce centre vise à renforcer la sécurité des systèmes d'information publics et à accroître l'attractivité des investissements dans le secteur numérique. Il s'inscrit dans le pilier "Infrastructures, Transports et Technologies" du programme Simandou 2040, qui ambitionne de diversifier l'économie guinéenne au-delà du secteur minier.

PIB en hausse de 7,4 % au T1 2025, porté principalement par le secteur secondaire

[Selon l'Institut national de la statistique](#) (INS), le PIB réel a progressé de 7,4 % en g.a. au 1^{er} trimestre (T1) 2025, après 7,1 % le trimestre précédent, soutenu par l'ensemble des secteurs. Le secteur primaire a enregistré une croissance de 4,4 % (avec une contribution à la croissance globale de +0,9 pp), tiré par l'agriculture (+6,8 %), la pêche (+2,6 %) et l'élevage (+6,5 %). Le secteur secondaire, principal moteur de la croissance a progressé de 12,3 % (+3,5 pp), porté par les industries extractives (+12,2 % ; production de bauxite +39,5 %), de l'agroalimentaire (+12,3 %), de la métallurgie (+12,7 %), ainsi que la construction (+14,7 %), portée par le projet Simandou, et l'électricité (+27,9 %) grâce à l'arrivée d'une deuxième centrale électrique flottante. Le secteur tertiaire a enregistré une hausse de 6,7 % (+2,4 pp), soutenu par les services publics non marchands (+8,9 %), le commerce (+5,1 %) et les services financiers (+15 %), renforcés par une hausse marquée des crédits à l'économie.

Guinée-Bissau

Assistance technique de la BOAD pour la transition climatique

Le 28 juillet 2025, la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) et le ministère des Finances de Guinée-Bissau [ont acté](#) un appui à la transition climatique. La BOAD propose un programme d'assistance technique pour (i) renforcer les capacités institutionnelles des administrations clés, (ii) appuyer la formulation de projets climatiques bancables, (iii) améliorer l'accès aux ressources des fonds climatiques internationaux et (iv) soutenir la gouvernance climatique. L'Autorité nationale désignée du Fonds Vert pour le Climat mandatera la BOAD pour mobiliser un don de 1,5 Md FCFA (2,3 M EUR) afin de financer ce programme



d'assistance technique. Parallèlement, l'initiative "dette contre nature" a été présentée comme solution innovante visant à convertir une part de la dette en investissements verts pour la biodiversité, la résilience communautaire et la gestion durable des écosystèmes. Ces initiatives s'inscrivent dans la préparation du Programme d'investissement climat 2026-2030 de la Guinée-Bissau, attendu fin septembre 2025, avec un mémorandum d'entente qui serait signé avec la BOAD après approbation.

Libéria

Qualification par le MCC de pays candidat au Compact 2026

Le Libéria [se prépare](#) à accueillir, le 22 septembre 2025, une mission de la Millennium Challenge Corporation (MCC) des Etats-Unis, visant à évaluer son éligibilité à un second Compact. Initialement jugé éligible en décembre 2024, le processus avait été temporairement suspendu en raison de la transition politique américaine. La visite permettra de mener une "Constraints Analysis" afin d'identifier les principaux freins à la croissance et déterminer les secteurs prioritaires pour un soutien économique inclusif. La décision finale sur le maintien du Liberia dans un second Compact sera prise lors du conseil d'administration du MCC en décembre 2025. En outre, le pays a récemment [été confirmé](#) comme candidat par le MCC, aux côtés de 86 autres pays pour 2026, parmi lesquels le Togo, la Sierra Leone et le Bénin.

Mali

Accord des autorités pour démarrer l'exploitation souterraine à Fekola

Le 30 juillet 2025, l'État du Mali [a officiellement autorisé](#) la société canadienne B2Gold à lancer

l'exploitation souterraine de sa mine de Fekola, dans le sud-ouest du pays. La société prévoit de produire entre environ 0,7 et 1 tonne d'or supplémentaire en 2025 grâce à l'exploitation souterraine, avec une montée en puissance dès 2026. À l'échelle du complexe, la production totale est estimée entre 14,6 et 15,6 tonnes d'or en 2025. Les discussions avec les autorités portent aussi sur d'autres zones d'exploitation de Fekola, qui pourraient générer jusqu'à 5,1 tonnes d'or supplémentaires par an entre 2026 et 2029 et prolonger la durée de vie du complexe au-delà de 2035. L'obtention du permis d'exploitation de ces zones est attendue d'ici fin septembre 2025.

Permis d'exportation pour le lithium de Bougouni

Le 4 septembre 2025, les autorités maliennes [ont délivré](#) à Kodal Minerals un permis d'exportation pour le concentré de spodumène produit à la mine de Bougouni, entrée en production en février 2025. L'annonce met fin à plus de 6 mois de blocage, le gouvernement malien ayant retardé les expéditions pour s'assurer du respect des prix internationaux. Le permis porte sur un volume initial de 125 000 tonnes, sous réserve du recours à des transporteurs maliens et du paiement des taxes et redevances. Les premiers convois devraient prochainement rejoindre le port d'Abidjan en Côte d'Ivoire, d'où la production sera expédiée vers l'acheteur chinois Hainan Mining, actionnaire majoritaire de la coentreprise exploitant Bougouni. La tarification sera indexée sur le prix de référence du Shanghai Metal Market (SMM) pour le concentré de spodumène.

Niger

Projet de création de Niger Air International

Le 4 septembre 2025, le Conseil des ministres [a adopté](#) un projet de décret entérinant la



création de Niger Air International. Le capital social de cette société d'économie mixte serait, selon l'annonce, essentiellement détenu par l'État et d'autres personnes morales de droit public, avec une participation du secteur privé. Le projet a pour objectif "d'assurer le désenclavement interne et externe du pays par voie aérienne et, conséquemment, contribuer au développement socio-économique".

Sénégal

Révision à la hausse des projections de production d'hydrocarbures pour 2025

Le 9 septembre 2025, les autorités [ont annoncé](#) une révision à la hausse des prévisions de production de pétrole du champ Sangomar pour 2025 à 34,5 M de barils, contre 30,5 M prévus initialement. Cette augmentation s'explique par la bonne performance des installations et à la stabilité des puits de production. Selon [un communiqué](#), depuis le début de l'exploitation des hydrocarbures (juin 2024 pour le pétrole), le pétrole aurait rapporté 1 536 Md FCFA (2,3 Md EUR), dont environ 67 Md FCFA (102,1 M EUR) versés à l'Etat du Sénégal, avec une production cumulée d'environ 40 M de barils à fin août 2025. Parallèlement, le développement du champ gazier Grand Tortue Ahmeyim (GTA) se poursuit et permettra une montée progressive en capacités de production dans les prochains mois. En août 2025, deux cargaisons de gaz naturel liquéfié représentant un volume total de près de 338 m³ ont été finalisées (8 cargaisons depuis le début de production).

Forum africain sur les systèmes alimentaires 2025

Le 1^{er} septembre 2025, le Président du Sénégal [a présidé](#) la cérémonie d'ouverture du 19^{ème} Forum africain sur les systèmes alimentaires (FASF), en présence du Président du Rwanda.

Coorganisé par l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA), le FASF est le principal événement en Afrique consacré à la transformation des systèmes alimentaires. Placé sous la thématique de la place des jeunes dans les systèmes alimentaires, l'édition 2025 du FASF s'est tenue du 31 août au 5 septembre 2025 et a enregistré près de 6000 participants - Chefs d'Etat, ministres, chercheurs, acteurs privés, ONG, venues de 80 pays – autour de la promotion d'un avenir durable et résilient pour le continent. Cet événement a par ailleurs permis au Sénégal de se positionner comme un acteur important du secteur (voir brève suivante) alors même que le pays devrait être confronté à de nombreux défis dans les prochaines décennies (souveraineté, préservation des écosystèmes, adaptation au changement climatique, employabilité des jeunes) selon le rapport [Prospective AgroEco 2050](#) du CIRAD, du Bureau d'analyses macroéconomiques de l'Institut sénégalais de recherches agricoles et de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

Signature d'une convention cadre de 300 M USD pour moderniser l'agriculture

Le 8 septembre 2025, les autorités sénégalaises [ont signé](#) une Convention-Cadre de partenariat portant sur un montant de 300 M USD avec The Cornerstone Group – Hajib Al Shams Joint-Venture. L'accord, signé en marge du Forum africain sur les systèmes alimentaires, vise à moderniser l'agriculture sénégalaise à travers l'utilisation des énergies renouvelables. Prévu sur une période de 6 ans, l'accord couvre les domaines suivants : (i) la solarisation des exploitations agricoles, des unités d'élevage, des sites aquacoles et des laboratoires d'analyse, (ii) la promotion de solutions de bioénergie (biogaz, biofertilisants), (iii) le renforcement des capacités techniques, (iv) la monétisation des crédits carbone en faveur d'un Fonds agricole et le financement des



assurances, ainsi que (v) la coopération internationale en recherche et innovation. L'investissement, qui s'inscrit dans le cadre de la politique de souveraineté alimentaire du Sénégal, sera déployé selon le modèle Build-Operate-Transfer (BOT) avec à l'issue du projet un transfert des infrastructures énergétiques aux producteurs sénégalais et au secteur privé.

Révision à la hausse des projections de production d'hydrocarbures pour 2025

Le 9 septembre 2025, les autorités [ont annoncé](#) une révision à la hausse des prévisions de production de pétrole du champ Sangomar pour 2025 à 34,5 M de barils, contre 30,5 M prévus initialement. Cette augmentation s'explique par la bonne performance des installations et à la stabilité des puits de production. Selon [un communiqué](#), depuis le début de l'exploitation des hydrocarbures (juin 2024 pour le pétrole), le pétrole aurait rapporté 1 536 Md FCFA (2,3 Md EUR), dont environ 67 Md FCFA (102,1 M EUR) versés à l'Etat du Sénégal, avec une production cumulée d'environ 40 M de barils à fin août 2025. Parallèlement, le développement du champ gazier Grand Tortue Ahmeyim (GTA) se poursuit et permettra une montée progressive en capacités de production dans les prochains mois. En août 2025, deux cargaisons de gaz naturel liquéfié représentant un volume total de près de 338 m³ ont été finalisées (8 cargaisons depuis le début de production).

Togo

Le risque de surendettement de la dette globale révisé à "modéré"

[Le rapport sur l'analyse de la viabilité de la dette du Togo](#), publié en juillet 2025 par le FMI et la Banque Mondiale, a abaissé le risque de surendettement de la dette globale du Togo, qui passe de "élevé" à "modéré". L'évaluation

de la capacité du pays à supporter sa dette est passée de "moyenne" à "forte", en raison principalement de la croissance du PIB, qui se situe à 5,2 % en moyenne. Le risque de surendettement de la dette externe reste quant à lui modéré. Le seuil de vigilance de la dette en valeur actualisée nette, passe de 55 % à 70 % du PIB pour la dette globale et de 40 à 55 % pour la dette externe. Selon le rapport, le pays devrait rester en dessous de ces seuils en 2025 avec une valeur actualisée de la dette globale qui devrait représenter 60 % du PIB en 2025, puis 54 % en 2027.

La dette publique se situe à 65,6 % du PIB au 1^{er} trimestre 2025

Selon le [bulletin statistique de la dette publique du Togo au 31 Mars 2025](#), publié en juillet 2025 par le Ministère de l'Economie et des Finances, la dette publique totale du pays a atteint 4 288,4 Md FCFA (6,5 Md EUR), soit une hausse de 1,7 % en valeur par rapport à fin décembre 2024. Représentant 65,6 % du PIB, elle est libellée à 67,9 % en FCFA et à 32,1 % en devise étrangère. La dette extérieure représente 42,1 % de l'encours de la dette totale. Elle est détenue à 63,7 % par des créanciers multilatéraux (dont 51 % est concessionnelle et 12,7 % non concessionnelle), à 31,5 % par des banques commerciales et à 4,8 % par des créanciers bilatéraux. A noter que l'Etat togolais a pour [objectif](#) de rééquilibrer le portefeuille de dette et d'atteindre la parité entre dettes intérieure et extérieure d'ici 2026.



Publications

Retrouvez ci-dessous les liens de nos dernières publications régionales.

Bulletin économique de l'Afrique de l'ouest (BEAO)



[Édition du BEAO de juillet 2025](#)

[Édition du BEAO d'avril 2025](#)

Chiffres clés



[Bénin](#)

[Burkina Faso](#)

[Cap-Vert](#)

[Côte d'Ivoire](#)

[Gambie](#)

[Guinée](#)

[Guinée-Bissau](#)

[Libéria](#)

[Mali](#)

[Mauritanie](#)

[Niger](#)

[Sénégal](#)

[Sierra Leone](#)

[Togo](#)

La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional d'Abidjan

Rédaction : Service économique régional d'Abidjan, services économiques de Dakar et Lomé, antennes de Conakry, Cotonou et Nouakchott

Abonnez-vous : abidjan@dgtresor.gouv.fr & suivez notre page [LinkedIn](#)